

Agence européenne des droits fondamentaux

♦ Suite à la demande du Conseil européen de décembre 2004 et à l'invitation du Parlement européen de mai 2005, la Commission européenne a présenté, le 30 juin dernier, une proposition de règlement portant création d'une Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et une proposition de décision autorisant l'Agence à exercer ses activités dans les domaines visés au titre VI du traité sur l'Union. Ces propositions font également suite à la consultation écrite menée à l'automne 2004 et à l'audition publique organisée le 25 janvier 2005 par la Commission.

Aux termes de ces propositions : l'Agence est constituée à partir de l'actuel Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes dont le mandat est étendu à tous les domaines traités dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ; elle ne couvre pas les domaines déjà couverts par d'autres agences communautaires, mais son champ d'action est étendu à la coopération policière et judiciaire en matière pénale ; elle suit de près la situation des droits fondamentaux dans l'Union et les Etats membres, et dispose d'informations et d'analyses sur les pays tiers qui ont conclu des accords avec l'UE ; elle établit des relations étroites avec le Conseil de l'Europe, les autres agences communautaires et les organes compétents de l'Union pour éviter les doubles emplois. Elle est composée d'un expert indépendant désigné par chaque Etat membre, par le Conseil de l'Europe et par le Parlement européen. Elle a un rôle consultatif dans trois domaines principaux : analyses des données collectées, conseils aux institutions, information et sensibilisation du public.

La base juridique qui a été retenue pour le règlement de l'Agence est l'article 308 du traité CE qui prive le Parlement européen d'intervenir comme co-législateur (article 13), mais permet d'élargir le mandat de l'Agence. La Commission a, cependant, tenu à souligner son intention d'avoir recours à "un trilogue informel impliquant le Conseil, le Parlement et la Commission tout au long du processus décisionnel".

L'Agence serait opérationnelle à partir de janvier 2007, son budget croîtrait de 8,2 millions d'euros au départ à 29 millions en 2013 et emploierait à terme 100 personnes, son siège demeurerait à Vienne (Autriche).

♦ De son côté, le Parlement européen, sans attendre de connaître les propositions de la Commission, a adopté, le 30 juin dernier, le rapport de la députée Kinga Gál (PPE, Hongrie) qui insiste, notamment, sur la nécessité pour la future Agence d'avoir un mandat fort et les compétences nécessaires, et se déclare "convaincu que la légitimité de l'Agence sera renforcée si ses organes sont nommés par le Parlement européen, sont responsables devant lui et tenus de faire rapport aux commissions parlementaires compétentes".

Télécom : service universel

Dans une communication du 24 mai dernier, la Commission européenne estime que le jeu de la concurrence a permis de généraliser l'accès, à un coût abordable, aux communications mobiles et que le service .../..

European Union fundamental rights agency

♦ Following the call by the European Council of December 2004 and the invitation of the European Parliament in May 2005, the European Commission presented, on 30th June, a regulation proposal for the establishment of the European Union Fundamental Rights Agency and a decision proposal authorising the Agency to carry out activities in those fields as stipulated in the heading VI of the treaty on the Union. These proposals are also a follow up to the written consultation carried out in Autumn 2004 and the public audition held on 25th January 2005, by the Commission.

Under the terms of these proposals: the Agency is set up from the current European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia whose mandate is extended to all fields dealt in the European Union Charter of the fundamental rights; it does not cover fields already covered by other Community agencies, but its sphere of activity is extended to police and legal cooperation in penal matters; it closely monitors the situation of the fundamental rights within the Union and in Member States, and holds information and analyses on non-Member countries which have signed agreements with the EU; it sets up very close relations with the Council of the European Union, other Community agencies and with competent authorities of the Union, to avoid duplication of activities. It is composed of an independent expert appointed by each Member State, the Council of the European Union and the European Parliament. It has an advisory role in three principal fields: analyses of the collected data, advice to institutions, information and public awareness.

The legal base in the management of the Agency is article 308 of the EC Treaty, which deprives the European Parliament of the possibility to intervene as a co-legislator (article 13), but renders possible the mandate extension of the Agency. The Commission, stresses its intention to resort to "an informal triad, the Council, the Parliament and the Commission, throughout the decision-making process".

The Agency will be operational from January 2007, with a budget rising from 8.2 million euros at the beginning to 29 million in 2013 and should employ 100 people when fully operational, its headquarters remains at Vienna (Austria).

♦ The European Parliament, even before the announcement of the Commission's proposals, adopted, on 30th June the report of the Parliament member Kinga Gál (EPP, Hungary) which stresses, in particular, the need for the future Agency to have a strong mandate and necessary competences, and declares that it is "convinced that the legitimacy of the Agency will be reinforced if its bodies are named by the European Parliament, answerable to it and are required to report to competent parliamentary committees".

Telecom: universal service

In a communication dated 24th May, the European Commission deems that competition has made it possible to generalise access, at an affordable cost, to mobile communications and that broadband Internet service .../...

Internet à haut débit n'est pas encore devenu nécessaire à une participation normale à la société, par conséquent, les conditions ne sont pas réunies pour étendre le champ d'application des obligations de service universel à ces deux secteurs. La Commission souhaite, cependant, engager un débat plus général sur la fourniture du service universel, notamment dans la perspective du réexamen général du cadre réglementaire pour les communications électroniques prévu en 2006. Une consultation publique a lieu jusqu'au 15 juillet prochain.

http://europa.eu.int/information_society/topics/ecommerce/useful_information/library/public_consult/index_en.htm#universal_service

Services/AGCS

Dans une déclaration du 27 juin dernier, la CES (Confédération européenne des syndicats) demande à la Commission de reconsidérer ses positions dans les négociations sur l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS). La CES prend acte de la décision de l'Union de ne pas prendre de nouveaux engagements concernant les services publics de l'éducation, la santé et les services audiovisuels, mais, notamment : regrette que l'Union fasse des propositions de libéralisation des marchés des services sans consulter les partenaires sociaux et sans évaluation sérieuse de leurs implications et lui demande de retirer sa proposition de libéralisation des services de distribution de l'eau dans les pays en développement ; exprime des réserves sur la libéralisation ultérieure des mouvements temporaires de services hautement qualifiés, ainsi que certains services comme la poste ; demande des garanties sérieuses sur le respect des normes du travail et du droit du travail du pays d'accueil ; estime que, en préalable, le cadre réglementaire européen sur les services postaux devrait être complété et le service universel sécurisé.

Cohésion, croissance et emplois

Suite à sa communication sur les orientations stratégiques de la Communauté pour la cohésion 2007/2013 "la politique de cohésion en faveur de la croissance et l'emploi" la Commission a lancé, le 7 juillet dernier, une consultation publique qui sera close le 30 septembre prochain.

http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/consultation/index_fr.htm

Fiscalité

Premier pas dans la lutte contre l'évasion fiscale en Europe, la directive 2003/48/CE sur la fiscalisation des revenus de l'épargne sous la forme de paiements d'intérêts est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier. Seuls les intérêts de l'épargne des personnes physiques placés dans un autre Etat membre que celui de la résidence fiscale des bénéficiaires seront taxés sur l'ensemble du territoire de l'Union et trois Etats membres bénéficient d'une période transitoire (Autriche, Belgique, Luxembourg). Une période d'examen de la mise en oeuvre de la directive permettra d'étudier les aménagements nécessaires pour éviter les contournements de la législation et lancer les discussions sur l'échange d'information avec les pays tiers et les places financières internationales.

has not yet become necessary for a normal involvement in the society, consequently, there are no sufficient grounds to extend the scope of the application of universal service obligations to these two sectors. The Commission wishes, however, to engage a more general debate on the provision of universal service, in particular from the point of view of the general re-examination of the regulation framework for electronic communications, envisaged in 2006. A public consultation is underway until 15th July.

http://europa.eu.int/information_society/topics/ecommerce/useful_information/library/public_consult/index_en.htm#universal_service

Services/GATS

In a declaration dated 27th June, ETUC (European Trade Union Confederation) asked the Commission to reconsider its positions in the negotiations on the General Agreement on Trade and Services (GATS). ETUC takes note of the Union's decision not to pledge new engagements concerning public services of education, health and audiovisual services, but, in particular: it considers as regrettable that the Union has made proposals for the liberalisation of markets of services without consulting social partners and without serious evaluation of their implications and is asking the Union to withdraw its proposal for the liberalisation of water supply services in developing countries; it expresses reservations on the later liberalisation of the temporary movements of highly qualified services, as well as certain services such as posts; it asks for serious guarantees on the respect of working standards and labour law of the host country; it considers that, as a precondition, the European regulation framework on posts services should be supplemented and the universal service protected

Cohesion, growth and employment

Following its communication on strategic orientations of the Community on cohesion 2007/2013 "the cohesion policy in favour of growth and the employment", on 7th July the Commission launched, a public consultation which will run up to 30th September.

http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/consultation/index_en.htm

Taxation

The first step in the fight against tax avoidance in Europe, directive 2003/48/CE on the taxation of income from savings in the form of payments of interests, came into effect on 1st July. Only interests from savings, of natural person, placed in a different Member State other than the fiscal residence of the recipients will be taxed throughout the Union's territory and, three Member States shall enjoy a transitional period (Austria, Belgium, Luxembourg). A test period for the implementation of the directive will make it possible to study necessary modifications in order to avoid skirting of the legislation and to launch discussions on the exchange of information with non-Member countries and the international money markets.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..